



# La République Espagnole à la opinion internationale

<https://hdl.handle.net/1874/35618>

# La République Espagnole A LA OPINION INTERNATIONALE

« Si, dans un délai raisonnable — disait en décembre 1946, l'Assemblée des Nations Unies — ne s'est pas établi en Espagne un gouvernement dont l'autorité émane du consentement des gouvernés, qui s'engage à respecter la liberté de parole, de culte, de réunion et qui soit disposé à procéder rapidement à des élections, permettant au peuple espagnol libre d'intimidation et de violence, d'exprimer sa volonté en dehors des partis, le Conseil de Sécurité étudiera les mesures à prendre pour remédier à la situation ». Non seulement un « délai raisonnable » s'est écoulé, mais encore, dans le rythme rapide où est emporté le monde de la seconde après-guerre, s'est presque écoulée une période historique au cours de laquelle le régime de Franco a gardé ses caractéristiques les plus odieuses : il empêche toujours l'exercice des droits et des libertés humaines et sanctionne de la peine capitale la plus légère velléité d'opposition à son système. Et voici qu'en novembre 1950, sans revenir sur les déclarations platoniques de la résolution de 1946, l'Assemblée des Nations Unies déroge à l'interdiction d'envoyer des Ambassadeurs et des Ministres plénipotentiaires à Madrid en même temps qu'au refus d'admettre le régime de Franco « comme membre des organismes internationaux établis par l'O.N.U. ou des organismes s'y rattachant et comme participant à des conférences ou tous autres travaux entrepris par les Nations Unies ou ces organismes, jusqu'à ce que s'instaure en Espagne un régime acceptable ». Tout en maintenant la condamnation morale contre le régime, l'Assemblée des Nations Unies ouvre la porte de l'organisation internationale née de la victoire alliée au régime condamné « au gouvernement fasciste du général Franco — ce sont les paroles textuelles de la résolution du décembre 1946 — imposé au peuple par la violence avec l'aide des puissances de l'Axe auxquelles il prêta d'ailleurs son appui matériel durant la guerre. Parce qu'un tel régime ne représente pas le peuple espagnol et parce qu'il continue de régir l'Espagne, la participation du peuple espagnol aux affaires internationales, aux côtés des peuples des Nations Unies, est impossible ». Le paradoxe serait d'un humour macabre s'il ne constituait pas sur le plan moral, une trahison camouflée. La diplomatie de l'ancien régime avec les audaces de Metternich et les pirouettes de Talleyrand, dans sa totale absence de scrupules et sa cynique désinvolture, ne donna jamais un spectacle comme celui que vient d'offrir l'organisme qui fut, quand se constitua en 1945 la mémorable

Assemblée de San Francisco, un espoir pour l'humanité et qui, grâce au chemin parcouru, risque de devenir, dans un avenir proche, un des gros échecs de l'histoire.

Peut-être retardera-t-on, comme on l'a déjà annoncé, l'envoi d'Ambassadeurs que Franco exhiberait comme de glorieux trophées de « sa guerre froide » au point de présenter les Ambassades des grandes puissances démocratiques pour ses titres internationaux, à la manière de Cisneros qui montrait, comme instruments de sa puissance personnelle les canons placés dans la cour d'armes de son palais. Et peut-être aussi certains organismes d'une haute tenue spirituelle, comme l'U.N.E.S.C.O. se résisteront-ils à la contamination d'un régime qui est la négation de toute culture. Mais le vote de l'Assemblée des Nations Unies est acquis et constitue un défi à la conscience démocratique en même temps qu'un commentaire sarcastique à l'idéologie lointaine et bafouée des démocraties en lutte contre le nazi-fascisme. Si Hitler et Mussolini n'avaient pas succombé à un de ces moments où la victoire agit comme une Némésis avide de vengeance, ils seraient tous deux, en raison de leur anticommunisme forcené, candidats à l'aéropage des « grands » et les pendus de Nuremberg se disposeraient à troquer la bure infamante pour l'uniforme doré d'ambassadeurs. Et voilà pourquoi il y eut des millions de morts et pourquoi le monde se vit entraîné dans une catastrophe qui surpasse en horreur la guerre « des Trente Ans ». Voilà pourquoi tombèrent en Norvège et en Afrique et en Italie et en France et en Allemagne des milliers d'espagnols républicains, survivants de la soi-disant « guerre civile » qui donnèrent leur vie pour la victoire des nations alliées. Et les vaillants antifranquistes qui entrèrent dans Paris avec Leclerc et vécurent à l'Hôtel de Ville un des moments les plus glorieux de leur existence, sont aujourd'hui des « apatrides », des proscrits errant à travers le monde.

Si l'on comprend le vote des dictatures qui tiennent Franco pour l'archetype d'un régime de castes privilégiées et la Phalange pour le modèle des milices réactionnaires au service du despotisme et de la tyrannie, si l'on s'explique encore l'attitude des féodalismes asiatiques et africains — employer le terme de « Nations Unies » comme synonyme de « Nations Libres » est une licence aussi hardie que dangereuse — il en coûte de comprendre l'abstention des démocraties à moins que l'on ne recoure à l'explication d'une politique de classe qui impliquerait la négation de toute solidarité démocratique au-dessus des intérêts du capitalisme. L'abstention des démocraties, incompréhensible dans une Europe victime de l'agression nazi-fasciste, est plus encore inconcevable dans des pays comme l'Inde et l'Indonésie qui ont tant lutté pour leur liberté et qui, dans leur misère, ont souffert, comme dans leur propre chair, le martyre du peuple espagnol, objet de leur sympathie la plus chaleureuse. La contagion de la Non-Intervention, qui a fait récemment tant de prosélites, pourrait arriver à convertir le fameux et néfaste comité d'alors en une institution de caractère universel, ce qui ruinerait les dernières espérances de tous les peuples opprimés du monde.

Mais ce qui est déplorable par dessus tout, c'est la défection, — défection véritablement historique — de l'Amérique Espagnole. Si les grands Libérateurs qui revèrent d'une Amérique émancipée — le continent de l'espérance humaine de Marti — si les grands soldats de l'Indépendance, les San Martin et les O'Higgins, les Bolivar et les Sucre, qui luttèrent contre le despotisme espagnol incarné à la fin dans une monarchie de tradition sinon de droit divin, si tous ces héros voyaient leurs peuples esclaves de dictatures plébeïennes et posternés devant une tyrannie comme l'actuelle tyrannie espagnole sans passé et sans grandeur ils comprendraient que leur œuvre glorieuse a été condamnée au plus lamentable des échecs. Et là-bas, aux Philippines, dans la terre sacrée qui conserve les restes du

martyr Rizal et que les sicaires de Franco, protégés par l'invasion japonaise, tentèrent de deshonorer à nouveau, les ombres de Polavieja et de Nozaleda auraient apparu aux héros de l'Indépendance, comme un cauchemar du passé non encore enterré.

C'est également une erreur du catholicisme tolérant des peuples libres que de mêler et confondre ses intérêts religieux et humains avec le catholicisme médiéval de l'Espagne franquiste, catholicisme à rudes armures et à belliqueuse domination féodale, prélude à des procès inquisitoriaux et à de spectaculaires autodafés. On ne sert pas ainsi, bien au contraire, les intérêts permanents de l'Eglise espagnole, intérêts toujours respectés par les libéraux et les démocrates et seulement menacés par le danger d'un choc violent de fanatismes opposés — la frénésie du sectarisme et de l'intolérance. Une illustre personnalité ecclésiastique, douée de la vivacité et du génie de la grande tradition cardinalice, qu'a beaucoup voyagé en Espagne qu'il connaît à fond, disait récemment à Madrid : « Vous les Espagnols, vivez dans un « obispero » (jeu de mots signifiant évêché-guépier). Et il ajoutait : « L'Espagne est dans une période d'inflation cléricale ». C'est sans doute pourquoi le Saint-Siège, à la politique toujours adroite et subtile, refuse de signer un concordat avec un pouvoir hors-la-loi qui se maintient par la violence qui est, comme elle accidentelle et éphémère, et qui, suivant le cours naturel des événements humains a ses jours comptés.

La République Espagnole a toujours bénéficié et continue de bénéficier de la sympathie et de l'appui du socialisme international. Mais les manifestations de l'opinion, pour si satisfaisantes qu'elles soient, ne sont pas suffisantes. Le concours des gouvernements que les socialistes dirigent ou auxquels ils participent est également nécessaire. Pour que les Pyrénées cessent d'être un isolant et pour que l'Espagne arrive à s'intégrer à l'organisation de l'Europe la solidarité de toute la démocratie européenne est indispensable. L'utopie ne se convertira en réalité que lorsque les procédés des techniques modernes — dans l'économie et dans la défense par la culture, que cela représentent les armes en mains d'hommes libres — donneront corps aux idéaux de la vieille et glorieuse démocratie.

La République espagnole en exil est loin de croire que la dernière décision de l'Assemblée des Nations Unies liquide, sur le plan international, le problème de Franco. Bien plutôt elle l'aggrave, l'exaspère en provoquant une agitation qui a déjà commencé à se manifester et qui ne se dissipera pas tant que subsistera la dictature espagnole. Pour sa part, la République en exil maintient sa position avec fermeté et sérénité, avec plus de confiance que jamais en la libération de l'Espagne et en la haute destinée de son peuple. Et elle ne sera nullement responsable si les termes du problème se transforment en sortant de la voie juridique et si le déroulement des événements dépasse ce que le patriotisme et la bonne foi politique ne conseillent plus mais imposent. La responsabilité, dans ce cas, incomberait à ceux qui n'ont pas su ou pas voulu utiliser l'immense force morale que représente l'émigration républicaine espagnole, écho et reflet des souffrances du peuple espagnol dont les aspirations s'identifient aux nôtres plus qu'à aucun autre moment de notre lutte. Et les conséquences d'un entêtement dans l'erreur que nous signalons ne retomberaient pas seulement sur nous et notre peuple. Tout se paie. La « Non-Intervention » de 1936 eut pour prix l'effroyable guerre, des millions de morts, l'occupation de la France, les bombes sur l'Angleterre, le déchirement de l'Italie, les camps de concentration de l'Allemagne, les exécutions de patriotes dans tous les pays envahis. La répétition de l'erreur, si funeste pour nous, n'augurerait pas d'un meilleur sort pour le monde. La conclusion en serait l'extinction de toute foi, l'anéantissement de tout espoir, le désespoir porté au paroxysme, l'anarchie et le chaos.

La République Espagnole en exil ne s'abandonne pas à un pessimisme si désolant. Elle garde sa foi en sa cause, en son peuple, en l'Europe, en la démocratie universelle. Elle garde sa foi en la grande démocratie nortaméricaine et en son Président Truman, en la grande tradition libérale anglaise, en la force spirituelle de la France, phare de la civilisation occidentale, en l'Italie qui monte vers ses nouveaux destins. Elle croit en la résurrection d'une Amérique fidèle, comme le Mexique et d'autres démocraties modèles, aux idéaux des grands Libérateurs. Et la foi en elle-même ne lui manquant pas, une foi éprouvée par de longues années de lutte tenace, aujourd'hui comme hier elle affirme ses principes, son droit et son autorité, disposée à ne s'incliner que devant une nouvelle et authentique manifestation de la volonté nationale.

**DIEGO MARTINEZ BARRIO**, Président de la République.

**ALVARO DE ALBORNOZ**, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères.

**FELIX GORDON ORDAS**, Vice-Président du Conseil.

**FERNANDO VALERA**, Vice-Président du Conseil et Ministre des Finances.

**JOSE MALDONADO**, Ministre de la Justice.

Général **JOSE ASENSIO**, Ministre en mission en Amérique du Nord.

**JOSE MARIA DE SEMPRUN GURREA**, Ministre en mission en Italie.

**VICENTE SOL**, Ministre en mission en Amérique du Sud.

**EUGENIO ARAUZ**, Ministre Secrétaire du Conseil.